

LA GRÈVE S'EST POURSUIVIE HIER DANS LE PALIER DU SECONDAIRE

Le Cnapest et le Snapest trancheront
ce week-end

Les dernières tractations syndicats- Fonction publique prendront fin aujourd'hui. Le Snapest fermera la marche de ce round de négociations après l'Unpef et le Cnapest. Si l'Unpef a décidé de mettre un terme à son mouvement de grève, le Snapest et le Cnapest poursuivaient hier leur grève. Le Cnapest consultait hier soir sa base. Le Snapest était en attente des résultats de sa rencontre avec les représentants de la Fonction publique.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les enseignants du palier secondaire étaient hier toujours en grève. Le Snapest et le Cnapest n'avaient toujours pas suspendu leur mouvement de protestation.

Le Snapest qui avait été reçu mardi devait être également reçu hier au niveau de la Fonction publique. Une rencontre reportée à aujourd'hui en raison de l'indisponibilité du ministre chargé de la

Réforme publique en déplacement à Aïn Defla. Le Snapest profitera certainement du week-end pour évaluer les résultats de ces rencontres.

Le Cnapest pour sa part tenait hier son conseil national en soirée. Dans la matinée, les adhérents du Cnapest tenaient des assemblées générales au niveau des wilayas et des conseils de wilayas avant la tenue du conseil national qui devait statuer sur le contenu du procès-verbal signé avec la Fonction publique. Le Cnapest a

mis sur la table des négociations la revendication relative à l'intégration des professeurs de l'enseignement technique au même niveau que les enseignants du palier secondaire sans conditions et celle inhérente aux dérogations permettant aux enseignants du cycle primaire de bénéficier des années d'expérience leur ouvrant droit à une meilleure classification.

La Fonction publique a répondu que cette revendication ne pouvait être prise en charge que dans un cadre globale nécessitant un

recensement de l'ensemble des catégories de la Fonction publique concernées. C'est le Premier ministre qui devra finalement trancher à ce sujet.

Le Cnapest a également soulevé la question de concrétisation des nombreux points ayant déjà fait l'objet de procès-verbaux avec la tutelle. Le bureau national du Cnapest exposera le contenu de ce procès-verbal dans le détail avant de trancher sur l'avenir du mouvement de protestation.

N. I.

JOURNÉE NATIONALE
DE LA VILLE

L'Observatoire national
de la ville sera installé
la semaine prochaine

L'Observatoire national de la ville sera installé au courant de la semaine prochaine, selon le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Abdelmadjid Tebboune qui intervenait, hier, à l'ouverture d'une rencontre sur les nouvelles villes organisée dans le cadre de la célébration aujourd'hui de la Journée nationale de la ville, a eu à situer les missions de ce nouvel organisme : le suivi du développement et de la structuration urbaine, le niveau de sa fiabilité et l'utilisation des espaces publics et l'utilité du foncier urbain, en sus de l'analyse des options et la proposition de toutes mesures et programmes visant l'amélioration des conditions de vie des citoyens en ville.

Cet observatoire fait partie du second volet parmi les trois que le ministère a tracés dans le but d'une prise en charge plus efficiente des problèmes des villes et une meilleure coordination entre les divers intervenants à l'effet d'une plus grande efficacité dans l'exécution des activités au niveau des villes.

Car il s'agit, selon Tebboune, de faire face à l'explosion démographique et l'exode rural, à l'origine de cette démographie urbaine, notamment durant la décennie noire du terrorisme qui est, en outre, derrière l'expansion des bidonvilles et autres constructions anarchiques. D'autant plus que l'Algérie aura, d'ici 2030, une population de près de 45 millions, avec un taux de 70% en milieu urbain. D'où la nécessité de «limiter l'étendue de ce phénomène et d'en diminuer ou à défaut la maintenir dans son niveau actuel, en vue d'arriver à l'équilibre entre les milieux urbain et rural, estime encore le ministre». Ce qui passe, selon lui, et c'est ce que dicte, d'ailleurs, le plan national de l'aménagement du territoire, la refonte de la réglementation de la structure urbanistique et la création de pôles urbains sous forme de villes nouvelles. Ceci parallèlement à la réhabilitation des vieilles villes. Ce pourquoi l'Etat a mobilisé des gros moyens en vue de venir à bout des constructions anarchiques d'ici à l'horizon 2015. Autre volet évoqué par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, celui de la qualification des villes et leur promotion en vue d'améliorer du cadre de vie via la réhabilitation et le renouvellement et la structuration des villes existantes pour rattraper le retard accusé en matière urbaine et architecture urbaine, le logement et les équipements de proximité. Pour ce faire, une société sera créée pour le renouvellement urbain et s'occupera de l'identification, la réalisation et le suivi des programmes de réhabilitation avec un fonds national qui accompagnera ce projet, affirme-t-il.

En troisième et dernier lieu, la création de «nouvelles villes et pôles urbains complémentaires» à même, soutient Tebboune, de «maîtriser le développement urbain de ces villes» via la refonte de la structure urbaine, «sans aucune atteinte aux terres agricoles à fort rendement, les surfaces irriguées et les forêts».

M. K.

SE QUALIFIANT DE PARENT PAUVRE DU SECTEUR

Les adjoints de l'éducation en grève
les 24 et les 25 février

Au moment où le bras de fer ministère de l'Education-syndicats n'est pas encore totalement fini, les adjoints de l'éducation montent au créneau.

La Coordination nationale des adjoints de l'éducation affiliée au SNTE appelle ses adhérents à débrayer les 24 et 25 février prochains et organiseront un sit-in devant le ministère de l'Education. A l'origine de leur mouvement de protestation, un sentiment d'injustice.

Selon Ouadah Mohamed, le coordonnateur national de ladite coordination, les 55 000 adjoints de

l'éducation travaillant dans les paliers du moyen et du secondaire sont victimes des dispositions du statut particulier. Ils sont en effet classés comme «en voie d'extinction».

Une classification qui concerne les milliers d'adjoints de l'éducation recrutés sur la base d'un niveau de terminale avant que le statut n'introduise de nouveaux critères de recrutement. Selon les termes de ce sta-

tut, pour accéder au poste d'adjoint de l'éducation, il faut désormais faire valoir un DEUA. Résultat : les adjoints de l'éducation recrutés avant ces nouvelles dispositions restent classés à la catégorie 7 alors que ceux fraîchement recrutés sont à la 10. Une injustice, estime Mohamed Ouadah pour qui les années d'expérience doivent impérativement être comptabilisées. Après avoir fait du forcing auprès du ministère de l'Education, ce dernier avait fini par accorder aux adjoints de

l'éducation le droit de passer un examen professionnel afin d'accéder aux nouveaux grades. Une solution acceptée par les concernés qui ont découvert par la suite qu'en réalité les postes ouverts étaient très peu nombreux. Dans certaines wilayas, il n'y avait pas plus de 4 postes de disponibles. C'est ce qui explique le boycott de cet examen par les adjoints de l'éducation qui réclament que soit mis fin aux injustices véhiculées par le statut particulier.

N. I.

GESTION DES DÉCHETS

Les experts appellent à la valorisation
des technologies de recyclage

Partant du principe que la situation environnementale en Algérie est en mesure d'offrir des opportunités de création de richesses, les experts de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche (ANVREDET) ont appelé hier à la valorisation des technologies de recyclage.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - L'urgence pour les intervenants est ainsi de favoriser les déchets en les exploitant et en les recyclant. L'Anvredet a réuni, hier mercredi, les experts lors d'un forum des technologies de recyclage et de la valorisation des déchets à l'Institut Pasteur d'Algérie.

«Le but étant de résorber une problématique liée à l'environnement et la santé publique par des solutions pouvant améliorer le bien-être éco-

nomique et social», ont assuré les organisateurs de la rencontre. Ceci, avec la possibilité que la technologie et la recherche scientifique puissent apporter des réponses aussi bien sur le plan écologique que concernant la conversion des menaces en opportunités.

En Algérie, ont expliqué les experts, «la situation environnementale est en mesure d'offrir des opportunités de création d'emploi et de richesses». Ils évoqueront ainsi le

marché du traitement des déchets à travers le recyclage et le tri, ce dernier étant encore à l'état vierge de tout investissement.

Il sera de ce fait mis en avant l'existence de dispositifs permettant la création d'entreprises dans le domaine de l'environnement.

Ceci alors que plusieurs projets de recherches ont été réalisés dans ce domaine, précisent les responsables de l'Anvredet.

Les objectifs visés par ce deuxième forum du genre, selon ses organisateurs concernent notamment la promotion des produits et services technologiques relatifs à la gestion des déchets issus des activités et de la recherche scientifique, ainsi que le

transfert des solutions technologiques vers le monde socio-économique et la création de nouvelles entreprises à partir des produits et services.

Lors du forum, ont été présentées les technologies sous forme de produits ou services pouvant apporter des solutions à l'ensemble de la gestion des déchets, à savoir la collecte, le transport, le tri, la transformation et la réutilisation ainsi que les moyens à même d'optimiser les phases de recyclage.

Ainsi et en plus d'une exposition, plusieurs conférences ont été animées par des chercheurs notamment.

F-Z. B.

SANTÉ

Les Français construiront neuf hôpitaux

Les Français d'Ubifrance construiront des centres hospitalo-universitaires (CHU) pour l'Algérie. Au total, neuf importants projets ont fait l'objet, hier, d'un accord signé par les parties française et algérienne lors d'une cérémonie qui a eu lieu à Alger.

Les projets en question sont des hôpitaux ultramodernes qui seront implantés à Alger (700 lits), Béchar, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Ouargla, Annaba, Constantine, Tlemcen et Batna (500 lits chacun).

Par ailleurs, outre la réalisation de 9 nouveaux CHU dans différentes régions du pays, cette coopération vise, selon la partie algérienne, à créer un climat favorable à la création de micro-entreprises dans le cadre du partenariat entre l'Algérie et

la France dans le secteur de la santé, conformément à la règle 51/49 ainsi que la mise à niveau d'anciens CHU dans la perspective d'améliorer les prestations fournies au citoyen. La liste des entreprises françaises figurant dans le protocole a été révélée par M. George Regnier, directeur d'Ubifrance Algérie. Il s'agit d'APH Paris, AIA Architecture, APOR, AXA, CerclH, CRR Architecture, Echologos, Ingerop, Bouygues, Egis. «La livraison de ces

projets est prévue pour 2017», a tenu à préciser le porte-parole de l'Agence.

Il est à noter que l'accord de coopération en question a été signé du côté algérien par le directeur général de l'ARES, Lazhar Bounafaâ, et du côté français par le conseiller commercial de l'ambassade de France à Alger, chargé de la coopération entre les entreprises algériennes et Ubifrance, Georges Regnier.

Notons que plusieurs entreprises étrangères se sont lancées dans la course pour décrocher le fameux marché portant réalisation des nouveaux hôpitaux en Algérie. C'est le cas du groupe italien de BTP Astaldi

qui s'est lancé dans des opérations de lobbying pour décrocher le marché.

La réalisation de nouveaux hôpitaux fait partie des projets prioritaires du gouvernement, et leur construction pourrait débuter dès avril 2014, comme annoncé par les ministres de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, et de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, début octobre dernier.

Une urgence pour l'Algérie, dont les hôpitaux sont surchargés, et donc pas toujours aptes à recevoir tous les malades.

A. B.